

## L'ACTUALITÉ EN GIRONDE

**CUB.** Les élus communautaires planchent aujourd'hui sur les possibilités financières de la mandature. Il faudra faire des économies, donc des choix

# Les dépenses à la loupe

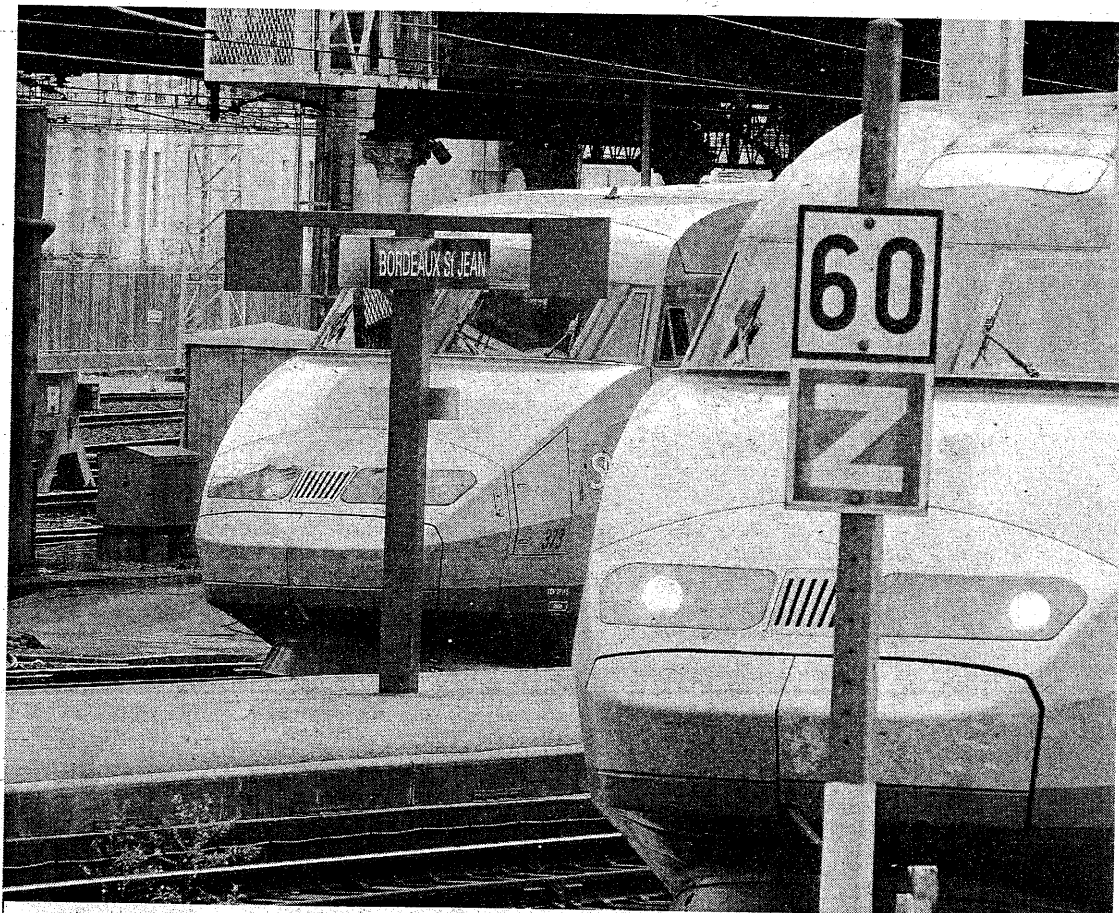
Jean-Bernard Gilles

Vincent Feltesse aime convoquer des séminaires. Avec son équipe municipale à Blanquefort. Avec l'ensemble des directeurs de la Communauté urbaine de Bordeaux (CUB). Et avec les élus. Mardi dernier, il planchait avec Alain Juppé et tous les élus du bureau sur le projet de grande salle de spectacle de l'agglomération.

Il remet cela aujourd'hui, avec, aux manettes, son « ministre » des Finances, Ludovic Freygefond. Objectif : observer dans le détail la planète finances de la CUB. « Je crois que ces échanges collectifs nous aident à partager une culture d'agglomération commune » estime Vincent Feltesse qui soigne la méthode. Et le message à faire passer est simple : l'agglomération bordelaise a accompli un effort exceptionnel d'investissement ces dernières années mais elle doit réduire la cadence.

**Éviter la zone rouge.** Entre 2001 et 2008, la CUB a investi 2,5 milliards d'euros, contre 900 millions d'euros lors des sept années précédentes. Chacun comprendra bien que le nouveau réseau de tramway de 40 kilomètres a été la locomotive de cet effort d'équipement sans précédent, « mais chacun doit aussi bien comprendre que nous serons dans le rouge si nous cherchons à garder le même tempo » explique Ludovic Freygefond.

Pourtant les élus ont chargé la hotte du programme pluriannuel d'investissement (PPI). Qu'il va bien falloir alléger. Troisième phase du tramway,



Rigueur budgétaire oblige, la CUB souhaite renégocier ses engagements financiers avec l'État. Cela concernera notamment les dossiers TGV et université

PHOTO GUILLAUME BONNAUD / ARCHIVES - SUD OUEST

franchissements de la Garonne, programmes de ZAC, Euratlantique... Autant de grands projets d'agglomération nécessaires et attendus mais qui ne vont pas pouvoir longtemps cohabiter avec toutes les politiques d'intervention de la CUB du moins en l'état.

« Nous devons repenser notre politique de guichet et parvenir à une contractualisation responsable avec les communes » indique Vincent Feltesse.

**Déficit des transports.** L'autre grande idée est d'aller sérieusement renégocier les en-

gagements financiers, voire contractuels pris avec l'État, sous les présidences précédentes, que cela soit pour l'université et les TGV. La CUB est à ce jour engagée à hauteur de 164 millions sur ce dossier, tandis que les sommes demandées par l'État pour la mise à deux fois trois voies de la rocade jusqu'au pont d'Aquitaine, « sont proprement ahurissantes » de l'aveu même de Ludovic Freygefond. L'exécutif communautaire semble résolu à réduire le montant de ses engagements. L'avenir dira s'il le pourra.

Parmi les autres pistes discutées, l'étalement dans le temps de certains investissements, la maîtrise de l'évolution de la dotation de solidarité communautaire, la réduction du déficit des transports, « mais cette politique doit rester une priorité absolue » estime Gérard Chausset. Vincent Feltesse est par contre plus modéré sur la nécessité d'impliquer Département et Région dans les interventions communautaires.

Alain Juppé et les autres élus ne devraient pas manquer, ce matin, de lui suggérer de le faire avec plus d'insistance.